

Feuilleton de la Revue Canadienne.

CONTEMPORAINS ILLUSTRÉS.

M. COBDEN.

Le nom qui doit être associé au succès de ces mesures, ce n'est ni le nom du noble lord chef de ce parti (lord John Russell), ni le mien (applaudissements) ; le nom qui doit être et qui sera associé au succès de ces mesures, c'est le nom d'un homme qui, mû, je le crois par des motifs purs et désintéressés, a eu, avec une énergie infatigable, en faisant appel à la raison, prouver leur nécessité avec une éloquence d'autant plus admirable qu'elle était moins entachée d'affectation et d'ornement ; le nom qui mérite d'être associé au succès de ces mesures, c'est le nom de Richard Cobden. (Applaudissements bruyants et prolongés.)

(Discours de sir Robert Peel à la Chambre des Communes.—26 juin 1846.)

(Suite.)

Pour contrebalancer l'effet de ce monopole qu'elle s'adjugeait, quant aux denrées alimentaires, par la prohibition, car le prix de la viande était également maintenu à un taux exorbitant, ou plutôt pour s'assurer des consommateurs au prix imposé par elle, l'aristocratie anglaise appliquait à l'industrie manufacturière un système différent ; tout en la garantissant de toute concurrence étrangère, quant aux produits manufacturés, elle favorisait, par des dégrèvements-succésifs l'importation des matières premières que réclame le travail manufacturier. Par le bas prix de ces matières et des agents du travail, elle poussait de toutes ses forces l'industrie anglaise dans la voie d'une extension indéfinie au dedans et au dehors, et elle travaillait de toutes ses forces à lui ouvrir en tous lieux des débouchés. La quantité du travail, le nombre des travailleurs et le prix des salaires s'élevaient toujours, permettaient par cela même de maintenir à la hausse le prix des subsistances, et malgré les crises produites par cette aspiration effrénée à la hausse, on comprend que pendant longtemps l'Angleterre a pu trouver une compensation à la rigueur de son tarif quant aux produits agricoles, dans les facilités offertes par ce même tarif à la production manufacturière.

C'est ainsi que la législation sur les grains a pu braver pendant un demi-siècle les critiques des économistes, grâce à l'extension toujours croissante de l'industrie. Cependant les effets désastreux et le côté faux de ce système de compensation ont fini par sauter aux yeux des manufacturiers.

L'Angleterre a cela de particulier que, malgré sa culture perfectionnée, elle est impuissante, depuis plus de quatre-vingt ans, à nourrir ses habitants même dans les années ordinaires. Les moyens de subsistance ont beau s'accroître l'accroissement de la population est plus rapide encore ; il se produit aujourd'hui dans une proportion énorme, dans la proportion de plus de 350,000 âmes par année. Il y a chaque année un déficit croissant dans la production des blés indigènes, déficit que l'on évalue, dit M. Faucher, en 1845 à 2 millions de quarters. Il fallait donc, malgré les rigueurs de la prohibition, que les blés étrangers finissent toujours par entrer ; mais comme ils n'entraient jamais qu'au moment de la plus grande cherté, et en vertu de nécessités soudaines, au lieu de s'échanger contre des produits manufacturés, ils s'échangeaient contre de l'or, il s'ensuivait dans la circulation monétaire des crises périodiques qui réagissaient sur le travail manufacturier et le frappaient de paralysie. De plus, la manufacture anglaise, après avoir atteint le maximum de ses débouchés, se voyait chaque jour fermer quelques-uns d'entre eux chez les peuples qui finissaient par se lasser d'accueillir ses produits en franchise sans pouvoir lui faire accepter les siens aux mêmes conditions. C'est ainsi que les Etats-Unis se décidaient à créer des manufactures et à susciter des ouvriers pour consommer le blé et le bétail que l'Angleterre refusait de recevoir.

Ainsi, la prohibition maintenue en faveur de l'agriculture avait fini par annuler tous les bénéfices de la liberté accordée à l'industrie quant à l'importation des matières premières, et en 1838, au moment où la ligue entra en campagne, la situation était celle-ci : d'une part, l'industrie anglaise, engorgée, paralysée, incapable de maintenir le salaire à un prix proportionné à la cherté des subsistances, ne pouvant fournir que quatre jours de travail par semaine à des multitudes chaque année plus nombreuses et incessamment travaillées par le besoin ; d'autre part, une aristocratie de propriétaires fonciers, maîtres de la majorité dans les deux Chambres, habitués de toute éternité à considérer le haut prix du blé comme une garantie de la gloire et de la puissance anglaise, c'est-à-dire comme une garantie du haut prix des fermages, et par suite, de la conversion de ces immenses revenus que l'un d'entre eux déclarait naïvement leur être absolument indispensables pour payer l'intérêt des sommes hypothéquées sur la terre, doter leurs filles et mener une grande existence. De plus, l'intérêt des propriétaires semblait intimement lié à celui des fermiers. Bien que ces derniers fussent généralement victimes de la concurrence artificielle des fermages et des variations énormes que subissait dans la même année le prix des céréales, on pouvait et on devait craindre que l'influence séculaire exercée sur eux par les *landlords* ne les fit se ranger de leur côté, dans la pensée que leur intérêt était identique. Contre cette redoutable association, la ligue au berceau ne pouvait guère compter, en supposant qu'elle voulait s'en servir, sur les classes ouvrières. Celles-ci, habituées à supporter l'empire traditionnel de l'aristocratie foncière, et à jalouser la domination plus immédiate de l'aristocratie industrielle, craignant que la

baisse dans le prix du blé n'entraîne une baisse proportionnée dans le taux du salaire, et par conséquent une situation absolument semblable, se montraient parfaitement indifférentes aux efforts et aux espérances des chefs de l'industrie.

C'est donc livrés à leurs propres forces, et en présence de difficultés qui paraissent insurmontables, que M. Cobden et une douzaine d'hommes commencèrent ce grand mouvement qui devait enlever à l'aristocratie anglaise le plus cher de ses privilèges.

Aussitôt que la pétition adressée au Parlement le 13 décembre 1838 par la Chambre de Commerce de Manchester fut connue en Angleterre, de toutes les villes industrielles du royaume arrivèrent des lettres adressées aux pétitionnaires pour leur offrir de s'unir à eux. Bientôt environ deux cents délégués partirent des différents points du pays pour venir conférer avec les hommes de Manchester sur la marche à suivre ebe but à atteindre. Réunis en assemblée générale, ils ratifièrent à l'unanimité le principe posé dans la pétition de Cobden, savoir : l'abolition totale et immédiate des lois-céréales et de tous les autres droits protecteurs. Ils s'engagèrent à obtenir dans les villes et districts de leur résidence, des pétitions semblables et à se réunir de nouveau à Londres à l'ouverture de la prochaine session du Parlement. Fidèles au rendez-vous, ces deux cents délégués se retrouvèrent à Londres au printemps de 1839 avec des pétitions chargées de deux millions de signatures. Mais en Angleterre deux millions de signatures n'ont pas une grande signification, on ne s'élève pas pour si peu, et lorsqu'ils vinrent présenter leur pétition à la Chambre des Communes, les réformistes les plus avancés du Parlement, étonnés de leur naïve confiance dans le résultat d'une pétition aussi révolutionnaire, leur disaient en riant : Abolir les lois sur les céréales ! mais vous auriez aussitôt fait de renverser la monarchie. Cependant un membre de la Chambre des Communes, M. Villiers, qui a glorieusement attaché son nom à cette grande réforme économique en reproduisant chaque année la même motion depuis sept ans, fut assez audacieux pour prendre sous sa protection la pétition téméraire ; il demanda que le sujet fut pris immédiatement en considération ; sa proposition fut accueillie avec le plus profond dédain. Quelques membres ayant voulu s'unir à lui, les cris : Aux voix ! partirent de tous les bancs de la Chambre, et un homme d'Etat distingué, sir James Graham, qui devait sept ans plus tard trouver des accents très-poétiques pour célébrer la nouvelle ère ouverte au monde par le triomphe de la ligue, s'efforça d'écraser la ligue au berceau sous une avalanche de lyrisme, à l'effet de prouver que les pétitionnaires étaient d'une cruauté plus atroce (of a cruelty far more atrocious) que les bourgeois de la Pologne et les négriers, car ils voulaient arracher leurs concitoyens « au doux spectacle du lever de l'aurore, aux joies innombrables du village, pour les précipiter en masse dans l'atmosphère empestée, dans les supplices, les débauches et les misères de l'atelier. » Cette effusion de lyrisme, très-peu justifiée par la situation morale et matérielle des populations agricoles, eut naturellement auprès des *landlords* de la Chambre un succès complet, et la motion de M. Villiers fut rejetée à une imposante majorité.

Le dédaigneux accueil fait à leur première tentative ne découragea point les deux cents délégués de l'industrie anglaise ; ils se réunirent le lendemain, et c'est dans cette réunion qu'à la suite d'un discours énergique de M. Cobden l'association fut baptisée de ce nom de Ligne, qui devait en peu de temps devenir si fameux.

J'arrive, disait en terminant l'orateur, j'arrive des bords du Rhin et du Danube ; j'ai contemplé les ruines de ces castels féodaux dont les maîtres s'arrogèrent autrefois le droit de vexer et de piller le commerce des riverains jusqu'au moment où les marchands se ligèrent enfin pour avoir raison de leurs oppresseurs. Eh bien, nous aussi, formons une ligue entre toutes les villes d'Angleterre pour la défense de notre pacifique industrie, et que notre aristocratie sache bien que si elle persiste à maintenir les lois-céréales, ses privilèges seront réduits en poussière comme les tours et les créneaux de ces vieilles forteresses.

La proposition fut adoptée, et l'association reçut le nom d'Anti-corn-law-league (ligue contre les lois-céréales).

La guerre était déclarée, il s'agissait de la soutenir, et c'est ici qu'apparaît dans tout son relief l'habileté de l'esprit politique anglais dans l'art d'organiser et de diriger l'agitation : d'abord un but fixe et nettement déterminé, l'abolition des lois-céréales ; une confiance entière dans la force morale de la discussion ; l'exclusion rigoureuse de tout appel à la force physique sans renoncer toutefois aux arguments comminatoires propres à faire impression sur l'ennemi ; un zèle infatigable, une variété infinie dans la recherche des moyens propres à provoquer des adhésions et à préparer la victoire : journaux, brochures, discours, enseignement, voyages, et enfin un abondant et judicieux emploi du nerf de la guerre, l'argent !

Dès le début, une somme de 125,000 francs fut votée par les fondateurs de l'association ; un après ils réclamaient et obtenaient de leurs adhérents 250,000 francs. Un comité supérieur fut établi à Manchester, sous le titre de Conseil exécutif de la ligue, avec mission de diriger les opérations, de publier les brochures, les journaux, de convoquer les meetings et de correspondre avec des comités locaux établis dans tous les districts de l'Angleterre.

Deux ans de la vie de Cobden furent entièrement absorbés par ce travail d'organisation, auquel il se voua avec toute la ténacité qui le caractérise éminemment. On le vit parcourir toutes les villes d'Angleterre, stimulant l'esprit public par des prédications chaleureuses, établissant, partout des associations locales rattachées au comité central de Manchester, et trouvant encore le temps de contribuer à la rédaction du journal et des brochures publiées par l'association.

Il rencontra du reste à ses côtés de précieux auxiliaires, sortis comme lui de l'obscurité, et en qui se révélait tout à coup des talents supérieurs. Un jeune et modeste fabricant d'amidon, M. Wilson, qui se produisit tout à coup avec une capacité de premier ordre comme administrateur, fut nommé président de la ligue ; on vit surgir en même temps des orateurs remarquables par une éloquence pleine de chaleur et d'éclat, éloquence un peu inculte parfois mais belle d'un genre de beauté assez rare en Angleterre, où l'orateur se ressent toujours beaucoup du *scholar*.

Grâce au zèle de ses chefs et à l'habileté de son organisation, la ligue au bout de deux ans d'existence commençait à prendre une attitude imposante. Ses orateurs avaient parcouru cinquante-neuf comtés et y avaient prononcé plus de six cent cinquante discours ; elle levait un nouvel impôt de 1,250,000 francs sur le dévouement de ses membres ; elle bâtissait à Manchester un immense édifice devenu depuis, sous le nom de *Free-trade-Hall*, une sorte de temple et de palais où elle tenait ses assises et qui peut contenir dix-mille personnes ; elle prenait l'initiative de ces grandes expositions de l'industrie, inusitées encore en Angleterre, et que Londres a empruntées depuis à Manchester ; enfin, désireuse d'attirer à elle toutes les influences, elle appelait les femmes à combattre dans ses rangs contre des lois qui imposaient la famine aux pauvres ; ne pouvant compter sur l'appui du clergé anglican, qui vit de la dîme convertie en rentes foncières, et dont l'intérêt est par conséquent étroitement lié à celui des propriétaires du sol, la ligue convoquait un concile des ministres dissidents réunis à Manchester au nombre de sept cents, et elle faisait bénir par eux, dit M. Léon Faucher, comme une autre croisade, cette levée de boucliers des villes contre les campagnes, de la bourgeoisie industrielle contre l'aristocratie.

A continuer.

CHATEAUBRIAND.

Le 8 juillet on le vit à Paris les funérailles de Chateaubriand. Le cortège est parti de l'hôtel que l'illustre défunt occupait au No. 112 de la rue du Bac, et s'est rendu à la petite église des Missions étrangères, située tout près de là. L'église de la France littéraire et politique se pressait dans ce sanctuaire : Berryer, Dupin, Decazes, Mignet, Molé, Hyde de Neuville, Victor Hugo, Béranger, et cent autres célébrités étaient là, ainsi que les membres de l'Institut en corps, et des députations de l'Assemblée Nationale, des Ecoles et de la Société des gens de lettres. M. Patin a prononcé, au nom de l'Académie Française, un discours plein de convenance et de vérité ; puis le cercueil a été descendu dans les caveaux de l'église, d'où il doit être envoyé à St. Malo.

Le Bien Public est écrit sous l'inspiration de M. Lamartine.—Nous extrayons les passages suivants d'un article que ce journal a consacré à l'illustre auteur du *Génie du Christianisme* : « Découvrons nos fronts devant ce cercueil : c'est celui d'un grand écrivain, qui fut aussi un grand citoyen. Magnifique intelligence, noble cœur, raison puissante ; la foi d'un chevalier, l'enthousiasme d'un tribun, les principes d'un plébéien enveloppés dans les sentiments d'un patricien ; voilà Chateaubriand !

« Mais ce qui nous frappe surtout dans cette existence que nous ne voulons pas juger aujourd'hui, c'est le mouvement d'idées qu'elle représente, et dont elle symbolise la transformation et le progrès.

« Chateaubriand, né, il y a près d'un siècle, dans un vieux château de Bretagne, est mort hier sur la frontière de la démocratie, les yeux tournés vers l'avenir, presque heureux de cette République qu'il combattait dans sa jeunesse et qu'il avait prophétisée dans sa vieillesse. Le chevalier s'est fait plébéien ; le courtisan des rois est devenu le serviteur des peuples. A la lumière de son génie, il a marché d'étapes en étapes, sur la route de l'esprit humain, et, parti de la vieille tradition monarchique, il a franchi, de sa propre impulsion, par l'élan de sa pensée, l'espace immense qui sépare le monde ancien du monde nouveau. Il s'est égaré souvent sans doute ; il n'a pas toujours résisté à cette voix qui semblait s'élever du sein de l'Armorique, comme un écho de l'âme de ses pères, pour le rappeler en arrière et le retenir, attendant et fidèle, près des idoles brisées de sa jeunesse. Mais la poésie qui inspirait le barde a été vaincue par la raison qui dirigeait l'homme d'Etat, et un jour la Restauration ferma brutalement la porte de ses palais à celui dont l'éloquent patriotisme importunait son aveuglement.

« M. de Chateaubriand avait rêvé d'être le sauveur de la monarchie ; il n'en fut que le Casandre. En vain, de 1825 à 1830 s'efforçait-il de dégager la royauté des liens qui l'attachaient à des influences aveugles, à des traditions vieilles, et de la régénérer dans la vie de la liberté et du progrès. La royauté le traita en ennemi, et persista dans cette voie si fatale pour elle, qui devait la conduire à Cherbourg.

« Dès ce moment, l'illustre écrivain désespéra de la cause des rois. Il leur resta fidèle par honneur, afin, comme il le disait, de ne pas couper sa vie en deux. Mais s'il s'attendrissait encore sur leur sort, il ne croyait plus à leur destinée. Son cœur portait un pieux hommage à l'exil du dernier fils de la race de St. Louis ; sa raison acceptait la légitimité de la démocracie et s'associait aux espérances de Carrel et de Béranger.

« Dans cette vie, qui vient de finir, il n'y a pas seulement la transformation d'une intelligence, il y a aussi la transformation d'une époque. Chateaubriand, né à quatre-vingt ans de distance, nourri de la foi monarchique et religieuse de ses aïeux, étouffant dans son cœur ses souvenirs et ses sentiments pour laisser parler la pensée philosophique et politique de la démocratie ; Chateaubriand ainsi transfiguré, c'est la vieille France rompant avec le passé, prenant son essor, vivant de la vie nouvelle et montant de degré en degré sur l'échelle du progrès jusqu'à la République. »

UNE LETTRE DE M. DE LAMARTINE.

Voici la lettre que M. Lamartine a adressée au *Constitutionnel* :

« Monsieur,
« Par respect pour la crise de mon pays, comme par respect pour le bon sens public, je laisse passer, sans y répondre, ce flot de malveillance, de calomnie et d'absurdité qui submerge toujours, pendant quelque temps, les noms, les actes, les intentions des hommes que les événements élèvent ou précipitent dans les jours de révolutions : la lumière se fera d'elle-même et rendra à chaque fait et à chaque homme sa véritable physionomie. Je ne suis point impatient de la justice, car je ne doute pas de l'avenir.

« Mais je lis en ce moment, dans votre numéro du 6 juillet, un fragment d'article emprunté au *Journal des Débats*, article dans lequel on pousse le délire de la calomnie jusqu'aux imputations suivantes :

« Dans les derniers jours de février, les pavés étaient à peine replacés, que le nouveau Gouvernement songeait à relever au besoin les barricades contre la garde nationale et contre la partie de la population que l'on prétendait animée d'un esprit réactionnaire, accusation qui frappe désormais tous les amis de l'ordre social. Alors on forma secrètement un bataillon des barricades, dont les membres devaient servir d'instrument dans tous les quartiers, et on leur enseigna théoriquement, l'art de les construire avec le plus de rapidité possible, et celui de les disposer avec le plus d'avantage. Les barricades étaient marquées sur un plan de Paris. On y avait indiqué aussi les édifices, les monuments à fortifier pour en faire des citadelles. On ne s'étonnera plus, d'après cela, des savantes combinaisons déployées par les insurgés de juin. Ils suivaient un plan tracé sous les auspices mêmes du Gouvernement. »

« J'avoue, Monsieur, que, pour la première fois, la lecture de ces lignes odieuses me fit sortir du silence que je me suis imposé jusqu'au jour des explications. Me voir pour ma part transformé en professeur de guerre civile et en préparateur de carnage, moi qui ai offert tous les jours, depuis quatre mois, ma poitrine pour épargner une goutte du sang de mes concitoyens, il y a aucune réponse à cela, il n'y a qu'un cri d'indignation qui éclate au fond de l'âme, et que je vous prie seulement d'enregistrer.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

« LAMARTINE,
« Ex-membre du Gouvernement provisoire et de la commission exécutive du Gouvernement.
« Paris, 6 juillet 1848. »

ANNONCES NOUVELLES.

Théâtre Royal.—Les Danseuses Viennoises.
Livres de Comptes à vendre chez J. McCoy.
Instrument à tailler les plumes, do.
Plumes d'acier de Gillott, do.



LA REVUE CANADIENNE

MONTREAL, 1ER AOUT, 1848.

LA GRANDE BRETAGNE ET SES COLONIES.

Nous sommes bien aise de voir que le sort et l'avenir des colonies occupent enfin sérieusement l'attention publique en Angleterre. L'extrait suivant de l'*Economiste* de Londres en est une preuve. Ces lignes reproduites dans plusieurs autres journaux anglais ont été généralement approuvées. L'*Economiste*, nos lecteurs doivent le savoir est l'organe du parti du *free trade*, de ce parti qui a fait abroger les *corn laws* et qui a porté un si rude coup à l'aristocratie anglaise. Ce parti gagne chaque jour du terrain quoiqu'en disent ses adversaires, et finira par s'emparer du pouvoir. Le rédacteur actuel de l'*Economiste*, celui qui peut-être a écrit l'article suivant, est un écrivain distingué, membre du Parlement pour Westbury et c'est de lui dont on parlait il y a quelque temps comme devant être le collègue de lord John Russell en remplacement de M. Milner Gibson. Ses opinions sont donc d'un grand poids.

Personne d'ailleurs ne connaît l'importance et la valeur des colonies plus que les *free traders*. Ils savent quel refuge elles sont pour la population surabondante de la mère-patrie et encore mieux quels marchés elles offrent aux manufacturiers anglais et quelles sources de richesses commerciales elles sont. Cependant ce n'est

pas par des restrictions et protections commerciales que les *free traders* voudraient conserver la connexion entre la Grande-Bretagne et les colonies. Ils savent trop que tous ces moyens artificiels ne sont profitables qu'à quelques monopoleurs et sont contraires aux intérêts de la société en général. Les *free traders*, disait il y a quelques jours le *Daily News*, un autre journal influent de Londres, regardent les transactions justes et honnêtes, les liaisons d'affection mutuelle, comme les moyens de perpétuer la connexion des colonies avec la Grande-Bretagne. Ils veulent que les colons partagent avec les habitants de ce pays les mêmes droits et immunités politiques. Ils veulent les émanciper de l'intervention vexatoire et ignorante du bureau colonial dans leurs affaires locales ; les débarrasser d'une foule de ces êtres incapables et inutiles que les ministres anglais et les membres du Parlement impérial trouvent moyen d'envoyer dans les colonies et là de placer dans des emplois lucratifs, parce qu'on s'en sert comme de vils instruments ici. Les *free traders* voudraient que l'industrie et l'esprit d'entreprise des colons fussent libres. Et en les traitant ainsi comme des égaux, des compatriotes bien-aimés, ils attendraient de leurs sentiments et d'un intérêt bien entendu, libéral et éclairé, un attachement loyal à l'empire.

Ci suit l'extrait de l'*Economiste*. Nous sommes redevables pour la traduction à nos confrères de l'*Avenir*.

« Mais le retranchement ou économie en toutes ces choses, quoique sage, juste et nécessaire ne produirait pas un effet suffisant sur l'ensemble des dépenses du gouvernement pour assurer une réduction considérable des taxes. Pour obtenir cette réduction deux autres mesures sont nécessaires, qui entraînent des considérations de la plus haute importance—c'est une grande réforme dans le gouvernement de nos colonies, et l'abstinence de tout intrusion dans la politique étrangère, et à toutes les objections que l'on fait aujourd'hui sur le coût énorme de notre armée, de notre marine, l'on répond « ce coût est le résultat inévitable de votre vaste empire colonial qu'il faut toujours tenir dans un état effectif de défense ; et de la position élevée que l'Angleterre occupe parmi les nations du monde, et qui nous mêle plus ou moins directement dans les affaires politiques de tous les autres pays qui fait qu'ils en appellent à nous pour chacune de leurs disputes et qui nous entraînent constamment dans toutes leurs dissensions. Nos vastes armements sont nécessaires, non pour la défense de la Grande-Bretagne, mais pour la protection de nos dépendances éloignées, et pour le maintien de notre position de grand régulateur du monde entier. » Nous admettons ce plaidoyer et nous le combattons en face.

L'émancipation de nos colonies est une idée à laquelle il faut que notre pensée se familiarise. Sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, nos opinions ont survécu aux faits qui les avaient fait naître. La notion qui prévaut, est que nos colonies sont des sources de grandes richesses et de puissances pour la mère-patrie, et que c'est à elles que nous devons l'étendue de notre commerce, et notre prééminence comme nation. Cette idée est le produit de notre système restrictif, ou comme nous l'appellions, notre système colonial, en vertu duquel le commerce des colonies se faisait exclusivement avec la mère-patrie, et des droits différentiels énormes étaient prélevés sur les produits étrangers pour encourager notre agriculture coloniale. Ce système triomphant dans toute sa gloire au temps d'Adam Smith, quand l'opinion universelle était, qu'un pays ne pouvait avoir un commerce bien étendu, bien profitable qu'avec ses dépendances qu'il pouvait contraindre à commercer avec lui : quand les colonies, en un mot, étaient regardées comme des *chalandes* qui ne pouvaient nous échapper. Mais la fausseté de ce système est maintenant admise complètement en théorie, et le système lui-même est en rapide décadence. D'ici à bien peu de temps, nos colonies seront aussi libres que nous-mêmes de commercer avec tout le monde, et leurs produits trouveront dans les ports de la mère-patrie un marché libre, équitable, mais sans faveurs privilégiées, (*a fair field, but no favour*).

Nous sommes enfin arrivés à la connaissance de trois grandes vérités :—qu'un commerce forcé ne peut jamais être profitable ; que l'étendue du commerce d'un pays dépendra toujours de l'étendue et de la rapidité avec laquelle se développeront ses ressources ; et qu'une liberté entière et parfaite est la meilleure garantie de ce développement des ressources d'un pays.

Il est maintenant admis par tout le monde que les droits différentiels si onéreux auxquels l'Angleterre s'est si longtemps soumise pour l'avantage de ses colonies, lui ont coûté plus que tous les profits qu'elle a jamais retirés du commerce colonial !

Il est également prouvé que nos colonies auraient progressé beaucoup plus rapidement si elles avaient été libres des entraves de notre fausse politique coloniale, et affranchies de la mauvaise administration du gouvernement métropolitain. En vérité, il est difficile d'exagérer le point auquel toutes ont été retardées, et beaucoup d'entre elles appauvries, sinon ruinées, par le système fatal qui les a soumises à la rigueur autocratique d'officiers changeants et incapables, placés à l'autre extrémité du globe. Nous pouvons déclarer avec confiance qu'il serait impossible d'indiquer un seul avantage résultant de la connexion qui a existé jusqu'à aujourd'hui entre les colonies et la métropole, qui n'ait pu être obtenu et assuré beaucoup plus efficacement si ces colonies avaient été des états indépendants se gouvernant eux-mêmes, et liés à nous seulement par les liens du sang et par une alliance défensive : tandis qu'au contraire, les maux enracinés chez les unes comme chez les autres (colonies et métropoles), par la nature de leur connexion actuelle, sont au-delà de tout calcul possible.

Mais l'on nous demande : « Allez-vous donc